

Nature de l'acte : 2.2

N° 2024 - 07 - 670
Mis en ligne le 11.07.2024

ARRETE PORTANT ALIGNEMENT DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION AM N° 115

Le Maire de la Ville de Lourdes,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L112-1 et suivants,

Vu la demande en date du 26 juin 2024, par laquelle Alexandre CARNEJAC, Géomètre-Expert, membre de la SELARL AC GEOPYRENEES, sollicite pour le compte de la SARL ALBION, dont le siège social est situé 6A rue Reine Astrid 65100 LOURDES, propriétaire de la parcelle cadastrée section AM n°115 située avenue Monseigneur Rhodain, l'alignement entre la voie communale nommée avenue Monseigneur Rhodain et la propriété riveraine cadastrée section AM n° 115,

Vu le procès-verbal concourant à la délimitation de la propriété des personnes publiques dressé par M. Alexandre CARNEJAC, géomètre-expert, en date du 26 juin 2024, annexé au présent arrêté conformément à la doctrine de l'ordre des géomètres-experts (Conseil Supérieur 24 janvier 2017),

Considérant l'état des lieux réalisé le 20 juin 2024 et le plan d'alignement,

ARRETE

ARTICLE 1 - ALIGNEMENT

L'alignement de fait de l'avenue Monseigneur Rhodain au droit de la propriété du bénéficiaire, est définie par un alignement droit entre les points C et D, comme indiqué sur le plan annexé.

ARTICLE 2 - RESPONSABILITÉ

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 3 - FORMALITÉS D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le propriétaire ou ses ayants droits de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L421-1 et suivants, d'obtenir l'autorisation de clôture prévue aux articles L441-1 et suivants du code de l'urbanisme ou de toute demande pouvant s'avérer nécessaire pour la réalisation des travaux. Si des travaux sont envisagés en limite de la voie à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

ARTICLE 4 - PROPRIÉTÉ

Le présent arrêté n'a qu'un effet déclaratif et ne vaut pas transfert de propriété.

ARTICLE 5 - VALIDITÉ ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRÊTE

Le présent arrêté devra être utilisé dans un délai d'un an à compter du jour de sa délivrance et dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait pendant cette période. Au-delà de cette période une nouvelle demande devra être effectuée.

ARTICLE 6 - VOIE ET DÉLAIS DE RECOURS

conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Fait à Lourdes, le 2 juillet 2024

Le Maire,

THIERRY LAVIT



Notifié le

- Par courrier recommandé envoyé le
- Par remise en main propre
- Par mail envoyé le

Je soussigné(e).....

Signature :

Certifie avoir reçu un exemplaire du présent acte. A compter de cette date, le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le

Tribunal Administratif de PAU
Cours Lyautey - 64000 PAU

dans un délai de deux mois.